

GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT



« *APPRENDRE DU SUD ÉCONOMIQUE* »

Donald Kaberuka

Président – Groupe de la Banque africaine de développement

*Allocution prononcée à la Conférence Afrique – Chine
sur la réduction de la pauvreté et le développement,
organisée par le PNUD, le gouvernement éthiopien et le Centre
international chinois pour la réduction de la pauvreté*

Addis-Abeba, le 1^{er} novembre 2010

**Excellence Monsieur le Premier ministre Meles Zenawi,
Madame Helen Clark, Administrateur du PNUD,
Monsieur le Ministre Trevor Manuel,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Monsieur le Vice-ministre Zheng Wenkai,
Chers amis, Mesdames, Messieurs,**

- 1. C'est un honneur pour moi d'être ici au nom de la Banque africaine de développement. Merci aux autorités éthiopiennes, au PNUD et à l'IPRC de nous avoir réunis à l'occasion de cet événement plus que jamais d'actualité. Merci à l'IPRC, que j'ai eu le plaisir de visiter lors de mon voyage en Chine au début de cette année.**
- 2. Le mois dernier, nombre d'entre nous étions à New York, pour le Sommet des OMD, afin de faire le point du chemin parcouru en prévision de 2015. Il était manifeste pour tout le monde que si la croissance économique ne suffit pas à elle seule pour atteindre les OMD, elle n'en demeure pas moins un préalable essentiel.**
- 3. Les pays qui ont enregistré, ces deux dernières décennies, une croissance à deux chiffres ou à peu près, ont tous, sans exception, rapidement progressé vers les OMD. Ils comprennent un petit nombre de pays africains. Mais, comme vous l'avez dit Monsieur le Premier ministre, force est de reconnaître que l'effet de percolation n'est pas suffisant. Il faut mettre en place des politiques mûrement réfléchies permettant aux pauvres de bénéficier de la croissance. C'est une condition de la pérennité du processus.**
- 4. Au moment où l'Afrique reste confrontée au problème de l'éradication de la pauvreté, nous pouvons nous inspirer de nombreuses leçons et meilleures pratiques, tirées de l'Afrique comme d'autres parties du monde.**
- 5. C'est dire l'extrême pertinence de l'événement qui nous réunit aujourd'hui, pour échanger des expériences avec nos collègues chinois, d'autres pays du « sud économique », sur la manière dont ils sont parvenus à tirer de la pauvreté des millions de gens en l'espace de deux décennies. Nous ne supposons pas nécessairement que ces expériences sont transférables ou transposables.**

6. Dans le cas de la Chine, un demi-milliard de personnes sont sorties de la pauvreté en deux décennies ! Le Brésil a réussi à réduire de moitié l'extrême pauvreté, la ramenant à moins de 10 % en une décennie à peine.

Mais plus impressionnant encore est le parcours d'un pays comme le Vietnam, où l'extrême pauvreté est tombée de 64 % à 22 % en quinze ans, malgré les turbulences qui ont marqué l'Indochine ces 30 dernières années.

7. Il va sans dire que l'Afrique ne manque pas de pays qui, eux aussi, ont fait des pas de géant, malgré parfois des obstacles de taille.

8. Mais il n'y a pas de doute que l'expérience de l'Asie est riche d'inspiration. Comporte-t-elle des enseignements pour nous ? Il doit y en avoir. Sont-ils tous transférables ? Peut-être pas tous, mais dans tous les cas, ils indiquent une certaine direction.

9. À l'heure où nous nous réunissons aujourd'hui, le paysage économique mondial connaît un changement radical. C'est une histoire désormais familière :

- Les riches pays du nord sont en proie à d'importants déficits, au chômage et à une dette souveraine énorme, alors que les systèmes financiers ne sont pas encore stabilisés. Il n'est donc pas surprenant que la « realpolitik » dicte de se concentrer avant tout sur les enjeux internes.
- De nouveaux pôles de croissance ont vu le jour à travers le monde. Les pays émergents du sud, en particulier les pays dits BRIC, mais aussi quelques autres comme le Vietnam qui ne sont pas bien loin, sont en train de devenir des puissances économiques avec lesquelles il faut compter.
- Les déséquilibres mondiaux se sont accentués et le système multilatéral, en principe censé fournir la solution, en est encore réduit à répondre aux nouveaux défis par de vieilles solutions, ou plutôt à reconditionner du vieux vin dans de nouvelles bouteilles.
- Le bilan affiché par le G20 depuis l'éclatement de la crise a brillé par son manque d'influence et a été marqué par des contradictions internes entre les membres, sa légitimité étant parfois mise en question par ceux qui ont été exclus. Il n'a pas encore pu élargir son programme au-delà de l'objectif étroit initial qui consistait, comme on pouvait s'y attendre, à faire face aux urgences économiques mondiales, à l'exclusion de toutes autres « urgences » présentant particulièrement un intérêt pour les pays à faible revenu : pauvreté

généralisée, changement climatique et opportunité pour les pays pauvres de s'extraire de la pauvreté grâce à un cycle commercial de Doha équitable.

10. L'Afrique, pour sa part, se redresse mieux que prévu au sortir de la crise économique et financière. La croissance est au rendez-vous cette année. Elle devrait s'accélérer davantage en 2010 et avoisiner les 6%.

Malgré les risques et les incertitudes qui pointent à l'horizon, comme les effets du changement climatique, le déficit colossal d'infrastructures, les nouvelles turbulences économiques mondiales ou les troubles politiques internes, les perspectives semblent prometteuses dans toutes les parties du continent, hormis quelques poches de problèmes spécifiques, politiques, locaux ou climatiques.

Pour une fois, l'Afrique bat en brèche les idées reçues.

Le rôle contracyclique joué par les BMD durant cette phase, au nombre desquelles la Banque africaine de développement, a été déterminant.

Des mesures d'atténuation ont permis de renforcer la résilience des économies, qui se sont révélées robustes contre toute attente.

11. Néanmoins, les esprits critiques ne manquent pas de pointer du doigt plusieurs insuffisances dans le ventre mou de cette belle histoire. Elles s'articulent généralement autour de quatre axes :

- a. Premièrement, la croissance de l'Afrique n'est pas due à sa dynamique interne ni à des changements structurels, mais à la forte demande de matières premières par les pays BRIC ;**
- b. Deuxièmement, tout en saluant l'élan imprimé par cette forte demande de matières premières, ils avancent que c'est encore une fois une relation fondée sur les matières premières, dans laquelle l'Afrique est le partenaire subalterne et vulnérable face à des pays comme la Chine, pour qui les matières premières constituent le seul intérêt en Afrique ;**
- c. Troisièmement, il subsiste un doute concernant la question de savoir si nous n'assistons pas, une fois de plus, à un faux départ semblable à celui qu'on a connu au milieu des années 1970 ;**
- d. Quatrièmement, il reste la question de toujours : y' a-t-il plus d'argent dans « ma poche » ? Où est la croissance en termes de revenu réel par habitant ?**

12. Bien entendu, ce sont là des interrogations légitimes. Mais il y a aussi plusieurs réponses plausibles :

S'agit-il d'un nouveau faux départ ? Cela semble peu probable. Le nouvel élan est, cette fois, bien mérité et repose sur des fondements solides, constitués au fil d'années de réformes, un environnement plus porteur pour les affaires, une réévaluation du risque posé par l'Afrique, des fondamentaux macroéconomiques robustes et de bonnes avancées sur le front macroéconomique, y compris l'accroissement de la productivité dans les entreprises.

13. Dans le même ordre d'idées, s'il est vrai que l'Afrique progresse, générant un revenu réel par habitant positif, il convient de ne pas perdre de vue que ces avancées surviennent après deux décennies de croissance négative du revenu par habitant.

Il faudra une croissance plus longue et soutenue, durant une décennie ou deux, pour espérer avoir un effet quelconque sur la pauvreté. Mais des signes à travers l'Afrique donnent à penser que tel est le cas et que le rythme s'accélère.

S'agissant de la question de savoir si nous allons encore devenir des victimes, des partenaires subalternes exportateurs de matières premières, elle s'inscrit dans le cadre stratégique plus global concernant l'orientation que nous entendons donner à cette relation.

Les dirigeants de l'Afrique doivent pouvoir définir clairement ce qu'ils attendent de cette nouvelle relation sud-sud. Elle ne peut certainement pas être la réplique des rapports classiques nord-sud. Et il appartient aux dirigeants africains de décider, pas à la Chine, au Brésil, à l'Inde ou à la Malaisie. Les responsables africains doivent se placer dans une perspective à long terme, qui peut servir de base aux relations avec ces partenaires.

14. L'autre grande question doit être naturellement celle de savoir comment nous soutenons les acquis au moment où les sources classiques de financement sont elles-mêmes en proie à des problèmes intérieurs et où le « développement international » tel que nous le connaissons depuis les années 1960 est relégué aux oubliettes.

15. C'est ici que se situe la principale critique de la trajectoire de croissance de l'Afrique à ce jour et qui intéresse notre discussion aujourd'hui.

16. Notre modèle de développement – et la trajectoire qu'il a suivie – souffrent de quatre « anomalies congénitales » qu'il faut corriger :

Premièrement, le paradigme sous-jacent a été, à peu de choses près, une variante du consensus de Washington, à commencer par le fameux « rapport Berg » intitulé « Pour un développement accéléré en Afrique au sud du Sahara », publié au début des années 1980.

En conséquence, les grandes orientations avaient tendance à être en grande partie définies à l'extérieur, pour être intériorisées de façon superficielle à la seule promesse de financement et de bonne gestion économique. Ce n'était pas toujours de mauvaises idées. Loin s'en faut. Nombre d'entre elles étaient positives et pertinentes. Mais, toujours est-il qu'elles n'étaient pas endogènes.

Deuxièmement, ce développement a été en grande partie « tiré par l'aide », avec tout ce que cela implique : marge limitée en matière de politiques, absence de prévisibilité et, par-dessus tout, impossibilité pour les dirigeants de faire des choix populaires, de procéder à des arbitrages et d'agencer les politiques en fonction des besoins, et de rendre pleinement compte à leurs populations des succès comme des échecs.

Au contraire, tout incitait principalement à s'efforcer de rendre des comptes aux gouvernements étrangers et à leurs contribuables. Cette démarche trouve sa meilleure illustration dans le leitmotiv de « l'efficacité de l'aide » au lieu de l'efficacité du développement.

17. Il importe de ne pas perdre de vue cet aspect dans nos relations avec nos amis chinois et d'autres partenaires du sud.

Cela ne devrait pas être difficile. Après tout, ils ont réussi, de leur vivant, à transformer les conditions d'existence de leurs populations. Ils avaient en tout temps les rênes de leurs politiques économiques, assumant la responsabilité des succès comme des échecs – et il y en a eu de temps à autre – plutôt que de chercher à expliquer des résultats imputables à une force extérieure.

18. Lors de ma visite en Chine au début de cette année, que ce soit à Beijing, à Shenzhen et sur la voie du retour à Hong Kong, ce qui m'a le plus impressionné, c'est l'autonomie et l'indépendance qui marquent le choix des politiques à mener.

Dans un livre acheté durant cette visite, il m'a été donné de comprendre quatre principes qui guident le peuple chinois et ses dirigeants dans la quête de leur avenir. Je ne sais pas si c'est la version officielle, mais c'est ce que j'ai lu dans cette publication en question :

Quels sont ces principes ?

- 1. FIERTE**
- 2. STABILITE**
- 3. VISION**
- 4. APPRENTISSAGE PAR L'ACTION**

19. Si je n'ai pas été surpris par les trois premiers, par la notion qu'une nation fière, stable partageant une même vision ira toujours loin (et l'inverse est aussi vrai), en revanche j'ai été pour le moins intrigué par le quatrième principe – l'apprentissage par l'action – approche pragmatique plutôt que dogmatique ou doctrinaire de l'identification des solutions au développement.

20. Je n'ai eu de cesse de m'interroger sur les implications, pour nous en Afrique, de cette approche pragmatique de l'identification des sources de croissance, des mécanismes et instruments d'intervention, qu'il faut essayer d'abord et déployer uniquement lorsque nous avons acquis la certitude d'atteindre les résultats escomptés.

Je dois avouer que c'est un concept que j'ai continué de ressasser jusqu'au moment de la rédaction de ce texte.

21. Certes, la Chine et bien d'autres pays appartenant au BRIC ont accompli des progrès considérables, mais il est clair que le chemin reste long, même pour eux. Ils doivent encore relever les défis posés par la pauvreté d'importantes couches de populations, les inégalités sociales et géographiques, l'épuisement rapide des ressources naturelles et l'impact sur l'environnement.

22. Néanmoins, quels que soient les défis auxquels les BRIC et autres marchés émergents du sud sont confrontés, ils ont pu administrer la preuve que plusieurs chemins mènent à Rome !

Soyons clairs. Il y a toujours une faible gamme de politiques faciles à reconnaître comme étant nuisibles à la croissance, comme l'hyperinflation. Elles doivent être évitées à tout prix. Cela dit, l'éventail de ce qui constitue de bonnes politiques pour la réduction de la pauvreté et pour la transformation économique doit varier d'un pays à l'autre.

23. L'un des nombreux avantages du G20 est que le groupe compte désormais en son sein tellement de modèles de réussite économique, qui ne sont pas partis d'une base identique et n'ont pas suivi la même voie. C'est

cette nouvelle dynamique intellectuelle de politiques sud-sud qu'il nous appartient d'optimiser.

24. Cet axe dynamique sud-sud concrétise le rêve de personnalités telles que feu Mwalimu Julius Nyerere et Manmohan Singh après le travail qu'ils ont accompli au Centre Sud dans les années 1980. Il commence à prendre forme. À mesure que les échanges commerciaux, les investissements et les flux de ressources sud-sud progressent à pas de géant, la circulation des expériences de développement et des connaissances est tout aussi cruciale pour alimenter cet axe horizontal sud-sud, en complément de l'axe traditionnel nord-sud.

25. Je voudrais à présent en venir à la seconde et dernière partie de mon intervention : ce que je pense des chances de durabilité de la phase de croissance actuelle en Afrique, dans un contexte marqué par des difficultés financières dans les pays développés – donateurs traditionnels.

- (a) Depuis quelque temps, nous avons pleinement compris que les besoins de l'Afrique dépassent la capacité d'une seule source de financement, en particulier celle des donateurs, aussi généreux qu'ils aient pu être par le passé. Nous avons constaté l'incapacité de Gleneagles d'honorer toutes ses promesses, en particulier celle de doubler l'aide à l'Afrique à l'horizon 2010.
- (b) De même, il est de plus en plus clair que le modèle de l'aide publique au développement – l'APD – tel que pensé dans les années 1960 sous ses dimensions géostratégique, politique, paternaliste et normative est sans doute dépassé, dans ses instruments comme dans ses modalités d'application.

Nombre d'entre nous préconisons ouvertement une APD qui serve à mobiliser les capitaux privés, plutôt qu'une enveloppe fermée destinée à atteindre un résultat donné.

26. On m'a souvent demandé où nous nous situons, entre le consensus de Washington et le consensus dit de Beijing. J'ai toujours répondu que nous n'en avons pas besoin, mais que si jamais nous en avons besoin, il existe déjà. C'est le NEPAD.

Le consensus du NEPAD existe depuis 2001. Il énonce clairement la vision de l'Afrique et la voie à suivre pour y arriver. Il souligne également la nécessité de trouver un équilibre entre la mobilisation de nos ressources intérieures, l'APD, l'annulation de la dette et d'autres apports de ressources externes, comme les capitaux privés et les envois de fonds des nationaux établis à

l'étranger, en mettant particulièrement l'accent sur l'appropriation et les partenariats.

27. Aujourd'hui, des efforts soutenus sont déployés à travers l'Afrique en vue de mobiliser les ressources intérieures. Une association des organismes fiscaux africains a été mise en place en Afrique du Sud et nous la soutenons.

Pour la seule année 2008, les recettes budgétaires combinées de l'Afrique ont atteint 400 milliards de dollars, en d'autres termes dix fois le volume d'APD de cette année. Cela donne la véritable mesure du rôle relatif de l'aide dans l'ensemble des ressources consacrées au développement.

28. L'année dernière, la BAD a consacré son Rapport sur le développement en Afrique au thème capital de la mobilisation des ressources intérieures.

Nous avons beaucoup de potentiel inexploité à cause des inefficacités, des déperditions, de la corruption et, à l'évidence, de l'incapacité (aux yeux du contribuable) à démontrer le lien qui existe entre les impôts et de bonnes finances publiques, laissant espérer que l'argent sera utilisé à bon escient.

29. Marchés financiers intérieurs : Le potentiel des marchés nationaux et régionaux a été trop longtemps étouffé par un certain nombre de facteurs d'ordre institutionnel, réglementaire et de gestion des risques.

Nous nous apprêtons à lancer, avec des partenaires africains, un mécanisme permettant de mobiliser plus efficacement nos fonds de pension et d'autres épargnes/ressources à long terme.

Dans de nombreux pays, le secteur bancaire dépasse le PIB ! Les banques d'Afrique subsaharienne détiennent environ 700 milliards de dollars d'actifs. Ce qui soutient favorablement la comparaison avec les 900 milliards de dollars des banques russes).

30. Aujourd'hui, du fait de l'étroitesse de l'infrastructure financière (en dehors de pays comme l'Afrique du Sud, le Kenya, le Maroc, Maurice et quelques autres), les pays restent trop tributaires de l'épargne à court terme.

C'est là un domaine où nous aimerions apprendre de nos amis chinois. À une tout autre échelle, ils seraient confrontés aux mêmes problèmes liés à la faiblesse de l'infrastructure financière.

31. Appel aux marchés internationaux : Nombreux sont les pays qui ont fait appel aux marchés obligataires internationaux ou y font leurs premiers pas. Si ces plans ont été mis en veilleuse suite à la crise financière, plusieurs

pays sont en passe d'opérer leur retour. Nous les encourageons à le faire, dans un cadre de bonne gestion de la dette.

Nous commençons à voir plus de pays obtenir de bonnes notes de crédit, avec la réévaluation du risque de l'Afrique, qui avait accru le coût de financement.

32. Nous avons entrepris un programme visant à titriser les fonds envoyés par les nationaux établis à l'étranger vers certains pays, où nous avons déterminé qu'ils atteignent un niveau important et sont souvent plus stables que les recettes d'exportation ou l'APD.

Comme nous l'avons constaté lors de cette crise, les envois de fonds ont brièvement baissé d'à peine 5 %, avant de retrouver peu après leur niveau antérieur à la crise.

33. Le véritable défi consiste à identifier et mobiliser les ressources nécessaires pour combler le déficit d'infrastructure de l'Afrique et de ses économies en croissance. Il n'est pas possible de diversifier, renforcer ni soutenir des économies souffrant d'un tel manque d'énergie et d'infrastructure.

34. Vous connaissez les chiffres : un déficit d'infrastructure de 93 milliards de dollars. Il est clair qu'aucune source ne peut à elle seule combler ce déficit. Seule une infime partie pourra être financée par les donateurs traditionnels. À la BAD, nous avons sensiblement accru nos investissements dans tous types d'infrastructure, en mettant à contribution notre guichet concessionnel, en tirant parti de la solidité de notre bilan et en faisant appel aux sources de financement privées pour stimuler les partenariats public-privé, en particulier dans l'énergie.

Nous consacrons maintenant 60 % de nos engagements à l'infrastructure, soit environ 6 milliards de dollars en 2009. Pour chaque dollar fourni par notre guichet du secteur privé, nous avons pu mobiliser 5 dollars supplémentaires auprès des investisseurs privés.

Nous avons en particulier détecté de bonnes perspectives dans le secteur énergétique de pays où le cadre réglementaire et la situation financière de l'exploitant sont propices aux producteurs indépendants d'électricité.

35. C'est un domaine où nous sommes sans doute prêts à apprendre et à trouver des voies de collaboration plus étroite avec la Chine et d'autres partenaires du sud.

36. Nous savons que l'un des principaux facteurs de la croissance rapide et soutenue de la Chine a été la capacité du gouvernement à exploiter tous types de ressources grâce à des arrangements innovants, au partage des risques et, bien entendu, à la Banque de développement de Chine, qui ont permis à la Chine d'investir massivement dans l'infrastructure, assurant ainsi une ossature solide à l'économie du pays.

Comment a-t-elle pu financer en si peu de temps des investissements publics de grande envergure tels que les barrages hydroélectriques, des chemins de fer et aéroports qui font l'envie des pays riches?

37. Voici le nœud gordien que nous devons trancher – le déficit d'infrastructure – qui entrave tout ce que nous faisons pour transformer nos économies.

- **Les coûts élevés de transport et des services publics amputent de moitié notre productivité systémique.**
- **Les caprices de l'approvisionnement électrique entraînent des pertes de production industrielle atteignant 10 % du chiffre d'affaires.**
- **Ce sont près de 3 % du PIB (qui feraient toute la différence) que les pays à faible revenu récupéreraient s'ils pouvaient atteindre au moins l'alimentation électrique des pays à revenu intermédiaire.**

Nous sommes dès lors très désireux de collaborer avec nos collègues chinois sur la planification et la technologie de l'infrastructure, notamment les chemins de fer, l'énergie propre et le financement. En effet, la Banque et la Chine sont devenues des acteurs de premier plan dans l'infrastructure en Afrique.

En fait, vous serez sans doute intéressés de savoir que les entreprises chinoises obtiennent près de 36 % des marchés d'infrastructure financés par la Banque.

38. Pour conclure :

La coopération de la Chine avec l'Afrique ne date pas d'hier. Les Chinois sont souvent – à tort du reste – qualifiés de nouveaux partenaires. Mais la réalité est qu'ils ont construit sur le continent la seule voie ferrée sur une longue distance depuis les indépendances – la TAZARA – au milieu des années 1970. Ces relations se renforcent, à mesure que la Chine devient l'une des principales puissances économiques du monde.

39. Vous avez déjà entendu ces chiffres aujourd'hui. En 2009, les échanges commerciaux de l'Afrique avec la Chine dépassaient les 114 milliards de dollars (62 milliards d'importations en provenance de la Chine et 52 milliards d'exportations à destination de la Chine).

En d'autres termes, la Chine représente 10 % des importations et exportations de l'Afrique, contre 2 % une décennie auparavant.

De même, l'investissement direct étranger de la Chine en Afrique est passé de 56 millions de dollars en 1996 à 7,8 milliards de dollars en 2008.

40. Les entités situées en Chine ont financé l'infrastructure à hauteur de 11 milliards de dollars en 2008.

41. Il est vrai que ces financements restent concentrés dans 7 pays connus pour l'abondance de leurs matières premières. Mais la diversification est en train de prendre forme. Aujourd'hui, plus de 35 pays sont liés à la Chine par des accords de financement de l'infrastructure, comme l'Éthiopie (routes, barrages, télécommunications) et le Cameroun (800 millions de dollars dans l'hydroélectricité).

Le Fonds de développement Chine-Afrique utilise une partie de ses 5 milliards de dollars de dotation pour financer des projets hydroélectriques au Kenya et en Zambie, les énergies renouvelables en Afrique du Sud, des routes à Maurice et des zones économiques spéciales dans différentes parties du continent, sans oublier l'infrastructure connexe.

42. Selon les chiffres à ma disposition, les investissements de la Chine dans l'infrastructure en Afrique entre 2001 et 2003 ont progressé au rythme de 1 milliard de dollars par an. Ils sont passés à 1,5 milliard par an en 2004-2005.

En 2006, le total des engagements atteignait 7,5 milliards de dollars. Les informations disponibles faisaient état de plus de 10 projets hydroélectriques en cours, d'une valeur de 3,3 milliards de dollars, et de projets ferroviaires d'une valeur de 4 milliards de dollars.

Bien entendu, cela n'a pas été sans controverses ni critiques. Un quotidien local du continent publiait dans son édition du 31 octobre 2010 une histoire intitulée : « La Chine – un bienfait ou une malédiction ? ». Il énumérait ensuite une série de plaintes qui vous sont familières :

- S'agit-il d'une relation néocoloniale ?**
- Mauvaises conditions de travail et autres irrégularités professionnelles ;**

- **Éviction des compétences locales par la main-d'œuvre chinoise importée ;**
- **Transfert de technologie et de compétences limité ;**
- **Éviction des produits locaux : les transactions d'État à État ne prévoient pas l'acquisition de matériel sur place ; tout est importé, ce qui place les entreprises locales en situation de désavantage concurrentiel ;**
- **Concurrence déloyale dans le secteur du petit commerce.**

En œuvrant de concert, je crois que nous pouvons régler ces questions en toute objectivité, en évitant tout populisme, tout en assurant l'équité et la durabilité. Ce sont des questions que nous devons évidemment aborder avec nos collègues chinois, mais le faire dans une relation mûre, exempte de discours populiste à courte vue.

43. Pendant trop longtemps, nous avons gardé les yeux rivés sur l'aide extérieure comme principal moteur de notre transformation économique. La réalité d'aujourd'hui nous dicte d'explorer des sources multiples et de nouvelles formes de relations qualitativement différentes.

44. L'on dit que la meilleure forme d'aide est celle qui vise à se saborder, lorsque les États ont cessé d'être tributaires de l'aide et sont à même de financer leur développement grâce à leurs ressources propres et en attirant les flux financiers mondiaux.

45. Nous n'ignorons pas que la réduction de la dépendance est un programme de longue haleine. Il vaut mieux commencer par s'inspirer de pays tels que l'Inde et le Vietnam, qui sont en train de se passer de l'aide.

46. Au moment où nous nous attelons à réduire la dépendance, où les donateurs eux-mêmes sont en proie à des difficultés, deux choses me paraissent essentielles :

Premièrement, apprendre et tirer parti des opportunités offertes par ce monde multinational, multipolaire et aux expériences multiples. Apprendre des expériences de l'Afrique elle-même et des autres pays ce qui marche, dans quelles conditions.

Deuxièmement, mettre en valeur le potentiel interne à l'Afrique en accélérant l'intégration régionale et continentale et en développant l'axe sud-sud d'une manière peut-être différente de ce que nous avons fait jusqu'à présent. Rappelez-vous, la plus grande leçon donnée par le Brésil, la Chine et

l'Inde est que chacun d'eux est un seul pays ; or nous sommes 53 pays africains. L'intégration politique doit rester une aspiration qui pourra se concrétiser un jour, mais qui représente un programme à long terme beaucoup plus complexe.

Mais l'intégration économique, région par région, doit être accélérée. C'est la raison pour laquelle nous, à la Banque africaine de développement, plaçons l'intégration économique au premier rang de nos priorités, avec l'infrastructure, la gouvernance, le secteur privé, le perfectionnement des compétences et l'appui aux pays sortant de conflit.

Le cadre sud-sud a continué d'évoluer et a donné de bons résultats. Nous devrions continuer de le développer. L'exploitation du potentiel de l'axe sud-sud constitue l'impératif de notre temps. En positionnant l'Afrique sur les deux axes, nous serons véritablement en passe de mettre à profit ce potentiel qu'offrent 1 milliard d'habitants et un PIB de 1,5 trillion de dollars.

Merci encore une fois aux organisateurs de cette excellente manifestation.